

Quartiers informels au prisme de la vulnérabilité résidentielle en Turquie¹

Gülçin Erdi²

En Turquie, l'accès au logement a longtemps relevé de la seule initiative individuelle. Quand, du fait de l'urbanisation rapide, le problème a revêtu une ampleur considérable et est devenu de plus en plus aigu, les pouvoirs publics se sont avérés incapables de produire des solutions efficaces. De fait, ce n'est que très tardivement, dans le courant des années 1980, que des politiques publiques ont vu le jour, aux fins de la construction de logements collectifs (TOKI)³. Ce retard a été à l'origine de très grandes difficultés d'installation en ville pour les populations rurales arrivées en masse dans les années 1950, qui ont dû mobiliser toutes leurs compétences et leurs réseaux pour faire face à leur vulnérabilité résidentielle. Une des solutions qu'elles mirent en œuvre fut l'établissement de constructions informelles, appelées *gecekondu* en Turquie⁴, le terme rendant compte de la rapidité et de la clandestinité de l'opération. Très vite, au cours des années 1950, les *gecekondu*s constitueront des éléments essentiels du processus d'urbanisation en Turquie⁵.

¹ Je tiens à remercier à Pierre Signoles pour ses conseils et suggestions qui ont permis d'améliorer ce texte.

² CNRS, UMR CITERES.

³ Fondé en 1984, le TOKI (Direction des Logements Collectifs) a été destiné à couvrir les besoins et demandes croissants en matière de logement collectif. En 1993, l'institution a subi certaines modifications et son budget a été rattaché au budget global du premier ministre. Cette mesure l'affaiblissant, ses projets de logement ont été quasiment réduits à néant. En 2003, suite à la victoire de l'AKP, le nouveau gouvernement a modifié et renforcé le statut de cette institution publique. Avec la loi n° 2985, le TOKI peut désormais fonder des consortiums de construction avec des entreprises privées et « peut lancer des projets de logement à but lucratif dans l'objectif d'assurer du financement au budget public ».

⁴ Le terme est constitué de deux mots qui signifient, l'un, la « nuit » et l'autre, « posé ». Il désigne donc un habitat « posé en une nuit ».

⁵ Et font donc l'objet de très nombreux travaux constitutifs des études urbaines. Parmi ceux-ci, on peut citer celles de : H. Kemal Karpaz (1976), de Metin Heper (1978), de Tansı Şenyapılı (1985).

Dans la contribution qui suit, je ne considère pas la vulnérabilité résidentielle comme une marque de faiblesse, qui ferait que les personnes concernées, en l'occurrence les migrants ruraux, n'auraient d'autre choix que de subir les aléas liés à leur installation dans la ville sans être en mesure d'« inventer » une quelconque solution ou de concevoir des adaptations à leur situation. Bien que leur situation soit instable et qu'ils se trouvent dans une permanente incertitude quant à leur avenir, nous partageons le jugement de Genard qui considère qu'ils sont « potentiellement fragiles, susceptibles de verser dans l'hétéronomie [...], mais toujours aussi susceptibles de se reprendre, de se ressaisir, [car] dispos[a]nt toujours des capacités minimales sur lesquelles s'appuyer pour retrouver davantage d'autonomie » (Genard, 2014 : 42-44). Les analyses que nous avons effectuées sur deux quartiers de *gecekondu*, l'un situé à Istanbul, l'autre à Ankara, confirment l'hypothèse que les nouveaux arrivants parviennent assez rapidement à construire un logement, à s'y établir de manière durable, faisant ainsi la preuve de leur capacité à s'adapter à l'environnement changeant qu'est la grande ville et aux obstacles qu'elle dresse devant eux (Brodiez-Dolino, 2014).

À Istanbul, le *gecekondu* sur lequel nous avons enquêté est celui du « 1^{er}-Mai » ; à Ankara, celui de la « Vallée de Dikmen », apparus l'un et l'autre dans les années 1970. Leurs habitants, aujourd'hui, sont confrontés à des transformations qui s'annoncent profondes, mais, tandis qu'à Istanbul elles s'opèrent à l'initiative de promoteurs privés et de manière diffuse dans le tissu urbain, il s'agit, à Ankara, d'un projet d'envergure initié par le TOKI, et les pouvoirs publics. La comparaison vise essentiellement, à partir de la genèse des deux quartiers, à identifier les différentes stratégies mises en œuvre par les habitants pour stabiliser leur situation résidentielle, économique et sociale. Il s'agira de voir si les transformations urbaines engagées dans les années 2000 sont responsables de nouvelles formes de vulnérabilité : en quoi leurs processus et leurs effets sont-ils comparables entre les deux quartiers ? Et quelles sont, dans l'un et dans

l'autre, les différentes formes de mobilisation et de résistance envisagées et mises en œuvre par les habitants face aux incertitudes qui pèsent sur leur avenir. Pour ce faire, nous avons privilégié une démarche assez largement ethnographique, accordant une large place aux observations *in situ* et aux récits de vie recueillis sur le terrain entre 2011 et 2015⁶.

Faire partie de la ville : la solidarité comme réponse à la vulnérabilité ?

Une fois arrivés en ville avec la grande vague d'exode rural des années 1950 et installés dans le *gecekondu* qu'ils avaient construit, les migrants se préoccupèrent de faire venir les autres membres de leur famille, à charge pour ceux-ci de réaliser une autre construction précaire à côté de la leur (Işık et Pınarcıoğlu, 2013 ; Yürekli, 2016).

Les conditions de vie des premiers arrivés sont très dures : le manque de confort est général ; les logements n'offrent aucune protection contre le froid ; les sanitaires sont à l'extérieur des habitations ; il n'y a généralement pas de raccordement au réseau électrique, pas plus qu'à celui d'eau courante. Le *gecekondu* est une construction précaire et il le demeure longtemps, parce que ses occupants craignent toujours sa démolition par les autorités municipales et ne veulent pas prendre le risque de perdre trop d'argent si cela se produisait. À ces difficultés matérielles, qui font de la vie quotidienne un combat permanent, vient s'ajouter une vulnérabilité qui résulte de l'éloignement de la famille, du village de naissance, ainsi que de la perte des réseaux de relations.

⁶ Nous avons réalisé une trentaine d'entretiens individuels approfondis ainsi que plusieurs entretiens collectifs, dans des cafés, des locaux de type clubs de football. Nous avons en outre enquêté auprès d'associations et de militants actifs dans les mobilisations urbaines, y compris auprès de ceux ou de celles qui ne résident pas dans le quartier (une vingtaine d'entretiens).

Une fois qu'ils ont un toit, aussi précaire soit-il, les nouveaux arrivés recherchent un travail. La majorité d'entre eux en trouvent dans le secteur informel⁷. Et c'est souvent dans ce même secteur d'activités qu'ils parviennent à trouver une place pour leurs compatriotes plus récemment arrivés. Ce phénomène social est suffisamment important pour que la littérature turque s'en soit emparée : ainsi, Orhan Pamuk, dans son roman intitulé *Cette chose étrange en moi* (2017), décrit la construction d'une véritable chaîne entre un village et une ville, par laquelle s'effectue la venue des proches de la famille et s'opère le lancement d'affaires communes. Les fils suivent les pères, les cousins et les frères s'entraident en s'installant dans le même quartier. Ils lancent des petites affaires pour vendre des *bozas*⁸, des yaourts, des glaces, en sillonnant les rues des métropoles (*ibid.* : 258-259). Ainsi se rétablissent, dans le contexte urbain, des réseaux qui préexistaient à la migration, et qui, en permettant la réactivation des solidarités familiales, économiques ou politiques, jouent un rôle essentiel dans la gestion de la vulnérabilité résidentielle.

Émergence des quartiers et « arts de faire » des habitants

Les quartiers du 1^{er}-Mai et de la « Vallée de Dikmen » abritent des populations originaires de différentes régions rurales d'Anatolie qui ont souvent maintenu des liens, de nature variée, avec leur région d'origine. Les deux quartiers étaient situés, au moment de leur émergence, à la périphérie de la ville, mais aujourd'hui, du fait du développement urbain, ils se retrouvent dans la proximité du centre-ville : ainsi, le quartier du 1^{er}-Mai est inclus dans le périmètre des quartiers administratifs⁹ Aşık Veysel et Mustafa-Kemal, qui appartiennent à l'arrondissement

⁷ Ils sont souvent porteurs, vendeurs au marché, commerçants ambulants, plongeurs-serveurs dans des restaurants, agents d'entretien ou de nettoyage dans les espaces publics. Voir Sencer Ayata (1989).

⁸ Une boisson traditionnelle turque sucrée, à base de blé, vendue généralement pendant l'hiver.

⁹ Le quartier, ou *mahalle* en turc, a deux significations : 1. Plus petit découpage administratif en Turquie, avec un *muhtar* (cf. note de bas de page n° 15) à la tête, élu par les habitants et qui s'occupe des papiers d'état-civil ; 2. Lieu de vie et de voisinage à frontières floues et malléables. Dans ce chapitre, en parlant du « quartier », je me réfère au lieu de voisinage.

d'Ataşehir situé sur la rive asiatique du Bosphore (figure 1). Quant à la Vallée de Dikmen, le quartier est situé dans l'arrondissement de Çankaya, l'arrondissement le plus riche d'Ankara en matière de revenu par habitant. Du fait de l'étalement urbain, la Vallée de Dikmen a été entourée progressivement par de nouveaux quartiers résidentiels huppés et s'est retrouvée tout près du centre-ville (à 3 kilomètres de l'Assemblée nationale) avec une valeur foncière importante (figure 2).

Le quartier du 1^{er}-Mai est majoritairement peuplé d'Alévis¹⁰, dont une partie est d'origine kurde. En effet, ce sont trois villes du Kurdistan turc – officiellement l'Anatolie du Sud-Est -, à savoir Sivas, Tunceli et Kahramanmaraş, qui ont fourni les principaux contingents. L'identification à ces villes est encore très forte, comme le prouvent les nombreuses associations regroupant les originaires de ces villes ou des villages de leur environnement proche. Les habitants possèdent des profils assez diversifiés quant à leurs activités économiques et à leurs revenus, mais le revenu moyen du quartier est sensiblement inférieur à celui de l'arrondissement d'Ataşehir, et les valeurs foncières y sont plus basses.

Marie : ici figure 1

Figure n° 1 : Localisation du quartier du 1^{er}-Mai à Istanbul

Carte élaborée par G. Erdi à partir d'openstreetmap.org

Selon le récit des habitants, les premières installations ont été orchestrées par des groupes immobiliers mafieux qui vendaient des parcelles de terrains publics aux migrants ruraux afin qu'ils puissent construire leur *gecekondu* (Aslan, 2004). Le contrôle de la distribution de ces

¹⁰ Il s'agit d'une minorité musulmane (dix à quinze millions de personnes) non reconnue en tant que telle contrairement aux Grecs, aux Juifs et aux Arméniens qui, eux, ont un statut officiel selon le traité de Lausanne signé entre la Turquie et les pays alliés (France, Angleterre, Italie, Grèce) en 1923. Ils ont une vision très laïque et des pratiques très souples par rapport aux musulmans sunnites.

terrains est progressivement passé aux mains de groupes se réclamant de la gauche radicale qui souhaitaient réaliser une communauté conforme aux principes du socialisme et susceptible, en quelque sorte, de dénoncer le régime politique en place. En application du principe égalitaire, chaque nouvel arrivant s'est vu attribuer une surface identique pour s'installer (Erdi-Lelandais, 2014). L'un des premiers habitants du 1^{er}-Mai, figure emblématique du quartier, nous précise le contexte et les modalités de cette opération : « Nous avons appris par la famille, les connaissances et les amis que les socialistes construisaient des *gecekondus* près des carrières à Ümraniye. J'ai décidé d'y aller avec mon frère. Au départ, c'était une zone près des déchetteries. Il y avait partout des potagers, pas une seule route, ni électricité, ni eau. Nous avons décidé de construire une cabane. Les révolutionnaires nous ont aidés. Ils participaient à la construction. » (Entretien avec S.K., 5 avril 2011.)

Quelque temps après, les *gecekondus* s'étant multipliés, les groupes contrôlant les installations commencèrent à créer quelques équipements, tels une maison du peuple ou un espace santé. Toutefois, en raison de l'illégalité des constructions et du quartier tout entier, les habitants étaient régulièrement confrontés à des tentatives de démolition de la part des autorités municipales. La défense du quartier par ces habitants face à ces tentatives a atteint son paroxysme le 2 septembre 1977 et plus de cinq habitants ont perdu leur vie lors d'affrontements. À partir de cette date, la municipalité a abandonné la volonté de démolition¹¹. Comme la même année lors des manifestations du 1^{er} Mai sur la place Taksim, de nombreux manifestants ont été également victimes d'une fusillade et les habitants ont décidé de baptiser leur quartier « 1^{er}-Mai », sous l'influence des groupes politiques présents.

À Ankara, le quartier de la Vallée de Dikmen partage avec celui du 1^{er}-Mai à Istanbul une histoire assez proche, mais il s'en distingue par le fait que les groupements politiques qui furent

¹¹ Sur cette résistance, on peut voir sur Youtube le documentaire historique, sous-titré en français, qui raconte l'affrontement entre les forces de l'ordre et les habitants (Isitan, 1977).

à l'origine de sa création se sont, par la suite, progressivement affaiblis. Sans surprise, ce sont les classes défavorisées et à faibles revenus, occupant des emplois précaires dans le secteur informel, qui y dominent largement. Une petite minorité, toutefois, s'en distingue, composée pour les uns d'employés ou d'ouvriers de la mairie de Çankaya et, pour les autres, d'employés dans les administrations publiques. Les femmes n'ont pas de travail régulier, seules quelques-unes parvenant à faire des ménages sans être déclarées. Ici aussi, les habitants sont originaires de différentes villes de l'Anatolie centrale comme Çankırı, Çorum ou Sivas. Certaines sont alévis, mais la majorité est sunnite.

Marie, ici figure 2

Figure 2 : Localisation du *gecekondu* de la « Vallée de Dikmen » à Ankara

Les premières constructions de la Vallée de Dikmen ont été réalisées à peu près au même moment qu'au 1er-Mai et dans un contexte assez semblable, ce qui ressort des propos de Tarik : « Je suis arrivé d'Erzincan à Ankara en 1973. Mon cousin m'a trouvé du travail comme gardien dans le campus de l'Université technique du Moyen-Orient. Il y avait une grande lutte politique à l'époque dans cette université. J'y ai participé et commencé à apprendre des choses, notamment ma conscience de classe. Après avoir participé à la lutte, on s'est demandé : "Que peut-on faire pour les nouveaux arrivants d'Anatolie sans emploi, sans logis ?" On a cherché où il y avait des terrains publics à Ankara. On s'est mis ensemble à cinq amis et nous avons trouvé la vallée de Dikmen [...] » (Entretien du 29 octobre 2013.)

Bien qu'il ait été fondé par des groupes de gauche, le quartier s'est diversifié au fil des ans et de nombreux habitants plutôt conservateurs s'y sont également installés. Les organisations

politiques n'ont donc pas été ici en mesure d'instaurer un système de contrôle aussi strict que celui que nous avons décrit au 1^{er}-Mai.

Dans le quartier du 1^{er}-Mai, la mainmise établie par différentes fractions des groupes politico-militaires d'extrême gauche, comme le DHKP-C ou le Dev-Yol, sur la distribution foncière et le contrôle exercé sur la circulation des personnes et des biens a abouti à un véritable verrouillage du quartier, ce dont ces factions se targuaient pour le qualifier de « zone libérée ». Les « tours de contrôle », lieux stratégiques surveillant l'accès aux rues et au quartier dans son ensemble, participaient de la coercition externe et interne qui permettait à ces groupes de proclamer leur capacité à instaurer un contre-pouvoir face à l'État » (Bozarslan, 1997 : 9). Ce projet justifiait la mise en place d'activités culturelles à finalité militante, l'instauration de taxes sur les activités économiques et l'établissement d'un embryon de justice, ce qui autorise Hamit Bozarslan à considérer qu'à cette époque, la méfiance envers l'État était, en Turquie, à son paroxysme, rendant légitime son contournement, que ce soit par le jeu des réseaux ou par la pratique systématique de l'illégalité. De fait, si un tel système chasse l'État de l'espace du quartier, s'il marginalise toute opposition et en rend l'expression quasi impossible, il n'en assure pas moins une certaine sécurité et stabilité à la population qui a fait le choix d'y résider. Celle-ci accepte la réduction de sa liberté de faire et d'aller parce que ces groupes sont le garant de sa place dans une ville hostile à sa présence (Erman, 2001). La vulnérabilité résidentielle est ainsi progressivement gommée et les habitants peuvent s'engager dans un processus d'ancrage urbain et de construction de leur citoyenneté. Dans l'entretien qu'il nous a accordé (22 mars 2011), C. K. expose avec clairvoyance ces deux trames (solidarité et protection), dont les fils se croisent pour rendre les habitants plus forts : « L'esprit des *gecekondu* était particulier. Quand quelqu'un faisait à manger, il invitait tout le monde à le partager. Chacun partageait sa nourriture, son pain avec ses amis, son voisin. Il avait appris à partager. En plus de cela, il y

avait une croyance en la révolution. À cette époque-là, on avait une très haute estime et un respect pour les révolutionnaires. »

Dans le cas de la Vallée de Dikmen, comme cela a été dit, bien qu'il ait été fondé par des groupes de gauche, le quartier s'est diversifié au fil des ans et de nombreux habitants plutôt conservateurs s'y sont également installés. Les organisations politiques n'ont donc pas été ici en mesure d'instaurer un système de contrôle aussi strict que celui que nous avons décrit au 1^{er}-Mai. Pendant longtemps, la diversité ethnique, religieuse et politique de la Vallée a eu pour corollaire l'absence d'actions politiques organisées ou de conscience politique susceptible de générer des actions de solidarité collective. Certaines personnes interrogées par nos soins ont ainsi fait part de ce que les échanges entre les habitants étaient demeurés limités, alors même que les originaires d'une même ville anatolienne s'étaient souvent regroupés dans un « coin » précis du quartier (Foote Whyte, 2007). Les échanges quotidiens se limitaient à la fréquentation de l'épicerie, de l'arrêt de bus et du café. Chacun se contentait d'entretenir ses sociabilités dans sa rue, avec ses seuls voisins, les connaissances de sa famille ou de sa ville d'origine, ce qui, pendant longtemps, leur est apparu suffisant pour ne pas se sentir économiquement et culturellement trop vulnérables (Erman, 1998). Ce n'est que lorsque les menaces de destruction des maisons et de déguerpissement du quartier se faisaient plus proches que les solidarités se renforçaient et les échanges s'intensifiaient.

À sa création, le quartier de la Vallée de Dikmen était difficile d'accès en raison d'absence des routes correctes. De plus sa topographie est particulièrement difficile. Presque toutes les rues sont en pente. Les infrastructures de base et les réseaux (en particulier d'électricité) ne le desservaient pas, ce qui accroissait encore les difficultés de la vie quotidienne des habitants, comme nous le précise Nazlı (entretien du 30 octobre 2015) : « J'ai vécu ici pendant vingt-deux

ans. Quand nous avons migré de Malatya (Anatolie orientale), j'avais vingt-deux ans. Je ne connaissais rien d'Ankara et du turc. Ma langue était le kurde. Certains membres de nos familles avaient construit un *gecekondu* ici, alors nous avons décidé de faire la même chose. Nous avons beaucoup de dettes. Mon mari venait de rentrer du service militaire, il était sans emploi. J'ai eu mes deux enfants et il était impossible de rembourser nos dettes... Mes enfants avaient faim, je ne pouvais même pas acheter du pain. Je me rappelle d'avoir passé une nuit devant le poêle sans manger. Nous avons séjourné ici à cause de la pauvreté. J'ai porté des sacs de sable pour la maison avec mon bébé sur mon dos. Pour payer le coût de la construction, j'ai fait femme de ménage, concierge... Je nettoyait les tapis et les couettes des riches... Mon mari avait fait un raccordement clandestin aux poteaux électriques qui passaient derrière la maison ».

En raison de l'augmentation rapide de la population et du nombre des *gecekondu*s dans la Vallée de Dikmen, les municipalités et les gouvernements successifs ont finalement été contraints d'y assurer certains services publics : ouverture d'une ligne d'autobus, goudronnage des rues, branchement au réseau d'électricité, etc. Cette reconnaissance de fait procure aux habitants un sentiment de plus grande sécurité, favorise leur stabilité et leur permet de pouvoir progressivement s'insérer dans la ville. Une partie des habitants sont même parvenus, dans le courant des années 1980, à obtenir de la municipalité la délivrance de certificats de droit d'occupation (*tapu tahsis senedi*) ; cela ne concerne toutefois qu'environ un tiers d'entre eux. Cette différence entre les résidents eu égard aux titres d'occupation a été utilisée par la municipalité afin de les diviser, surtout pendant les années 2000, pour leur faire accepter la dernière étape d'un grand projet d'aménagement qu'elle a lancé en 1989.

Dans les deux quartiers de *gecekondu*s que nous avons étudiés, les habitants sont conduits à adopter des modalités similaires pour vaincre leur vulnérabilité résidentielle. D'un côté, comme

cela est à peu près systématique dans tous les quartiers de ce type en Turquie – mais aussi dans maints autres pays –, ils mobilisent toutes les ressources que leurs réseaux, familiaux et villageois leur offrent pour la construction, l'équipement de la maison, la recherche d'un emploi. Mais, d'un autre côté – et cela est très spécifique aux métropoles turques et à la période précise où ces quartiers émergent –, ils s'inscrivent dans un système où différents groupes d'obédience socialiste¹² sont très présents, cherchant à gagner en visibilité sur la scène politique (nationale) par leur activisme dans certains quartiers urbains, qu'ils essayent de constituer en des sortes de « bastions » d'où lancer leurs luttes contre l'État et ses suppôts. Les habitants concernés peuvent être, comme on l'a vu, des participants actifs de ces combats, ayant choisi en toute conscience de venir s'installer en ces lieux. D'autres se contentent d'un soutien de fait, en échange de la protection que ces groupes leur assurent. Dans l'un et l'autre cas, il existe une réelle compétence des habitants (Berry-Chikhaoui & Deboulet, 2000 : 17) à considérer ces groupes comme une ressource dans leur lutte pour éviter la destruction de leur *gecekondu* et leur expulsion du quartier, et pour assurer leur place en ville. Ces modes de faire relèvent certes de pratiques d'ajustement aux circonstances et à une situation particulière, mais l'« art du faible » (Certeau, 1990) auquel ils se rattachent ne se limite pas à un simple « bricolage » puisqu'ils jouent un rôle déterminant dans la production urbaine et contribuent à dessiner la ville.

Sur le plan politique, le coup d'État militaire du 12 septembre 1980 s'est accompagné d'une interdiction des partis politiques qui se partageaient jusque-là le pouvoir et a enclenché une répression impitoyable à l'encontre de tous ses adversaires, réels ou supposés. La plupart des

¹² La plupart de ces groupes sont apparus dans la foulée du coup d'État militaire de 1960, mené par de jeunes officiers kémalistes. Au début des années 1960, le mouvement socialiste a ainsi pu commencer à avoir une audience nationale, favorisée par un système électoral à la proportionnelle intégrale pour la désignation des parlementaires. Les événements de 1968 ont par contre favorisé un éclatement de cette mouvance, les étudiants de gauche se radicalisant sous différentes influences externes pendant que les militants socialistes kurdes créaient leurs organisations propres.

groupes de mouvance socialiste situés dans ces quartiers entrent dès lors dans la clandestinité, leurs membres se dispersent, sont emprisonnés ou se réfugient à l'étranger. Leurs capacités d'action sont donc considérablement réduites, ne serait-ce que parce que leurs militants ne peuvent plus apparaître publiquement. Mais leur perte d'influence est inégale selon les quartiers, plus sensible, par exemple, à la Vallée de Dikmen qu'au 1^{er}-Mai. Ces différences se feront toujours sentir, même lorsque, pendant les transformations urbaines massives des années 2000, ces groupes, ou leurs successeurs, furent en mesure de revenir sur le devant de la scène et d'engager à nouveau les luttes, avec les habitants, pour défendre par exemple leur droit au logement. La réactivation des luttes à laquelle ils ont contribué s'est toutefois effectuée selon des répertoires d'action différents d'un terrain à l'autre.

Projets urbains et risques de résurgence de la vulnérabilité résidentielle : un contexte favorable à la reprise des luttes

Au pouvoir depuis 2002, le Parti de la Justice et du Développement (AKP) a mis en œuvre, dans le champ urbain, un programme extrêmement ambitieux qui comporte le lancement de grands projets, entre autres de rénovation urbaine. Ses objectifs sont multiples : éradiquer les quartiers de *gecekondu*, assainir le marché du logement, faire en sorte que les nouvelles constructions puissent résister aux tremblements de terre¹³, etc. Les opérations ainsi prévues doivent affirmer le rôle du secteur de l'immobilier comme un moteur de la croissance économique. Mais l'éradication des constructions insalubres et des quartiers de *gecekondu*, dont la plupart sont passés progressivement d'une localisation périphérique à une situation

¹³ Une exigence devenue impérieuse à la suite des deux grands séismes de 1999 et 2001, ayant causé la mort de plus de 20 000 personnes au total.

péricentrale, fournit aussi des opportunités foncières et des possibilités de plus-value inestimables pour les promoteurs immobiliers.

Les autorités municipales légitiment, pour leur part, les opérations prévues d'autant plus facilement qu'elles ne cessent d'alimenter l'image de *gecekondus* comme poches de pauvreté et lieux de délinquance. Les faire disparaître serait l'occasion de reconfigurer la ville sur les plans urbanistiques, sociaux, économiques, culturels et aussi politiques. Le directeur du TOKI ne s'embarrasse pas de mots pour justifier sa politique de grands projets :

Aujourd'hui, la transformation urbaine figure parmi les deux, trois problèmes les plus importants de la Turquie. Mais la Turquie ne peut pas parler du développement sans résoudre le problème des *gecekondus*. On sait que la source des problèmes de santé, d'illettrisme, de drogue, de terrorisme et de défiance envers l'État se trouve dans les zones de *gecekondus*. La Turquie doit se débarrasser à tout prix des bâtiments illégaux et peu résistants contre les séismes¹⁴.

De tels discours se situent dans la tradition hygiéniste de l'aménagement des villes, laquelle n'est évidemment pas propre aux villes turques. Selon Fijalkow (2007b), « diagnostiquer la ville malade, selon le projet hygiéniste, n'est donc rien moins que de décrire une société urbaine [...] sans prendre en considération la culture des groupes et des individus ». La mise en œuvre de politiques de ce genre implique une surveillance ciblée sur des groupes et des espaces particuliers, ainsi que des actions agressives de la part de la police, ce qui participe d'une

¹⁴ Extrait d'un discours prononcé par le président de TOKI à l'occasion de l'ouverture d'une conférence coorganisée avec l'Urban Land Institute sur « Les projets de transformation urbaine et les investissements immobiliers », cf. « Kentsel dönüşümü tamamlayamazsak terörü de bitiremeyiz (Nous ne pouvons pas éradiquer le terrorisme si nous n'achevons pas la transformation urbaine)», 13 novembre 2007, [en ligne], URL : <<http://www.mimdap.org/w/?p=2114>>.

criminalisation de la pauvreté (Dikeç, 2009). Rien, alors, ne saurait justifier la présence de *gecekondu*s et de friches urbaines en plein cœur de la cité. Le nouvel ordre spatial que les acteurs publics appellent de leurs vœux doit créer les conditions pour que les activités urbaines jugées prioritaires (tourisme, loisirs, commerce, finance) puissent se développer de manière « optimale ». En effet, comme le rappelle Loïc Wacquant (2007), « une fois qu'un lieu est publiquement étiqueté comme « zone sans loi » ou « domaine hors-la-loi », situé par conséquent en dehors de la norme commune, il est plus facile pour les autorités de justifier les mesures spéciales prises à son encontre, s'écartant à la fois de la loi et de la coutume, ce qui peut avoir l'effet – si ce n'est l'intention – de déstabiliser voire de marginaliser davantage les occupants [...] et de les rendre invisibles tout en les éloignant d'un espace convoité ». C'est le cas des deux quartiers du 1^{er}-Mai et de la Vallée de Dikmen qui se revendiquèrent – et furent considérés comme – « zones libérées », où l'État et ses représentants n'avaient pas le droit d'accéder, tandis que la sécurité y était assurée par des groupes d'extrême gauche.

Sur ces deux quartiers, de nombreux projets de démolition et d'expropriation ont donc été lancés, sans que les habitants en aient été officiellement informés au préalable et qu'une concertation ait été engagée avec eux. Ces derniers les perçoivent comme une menace d'autant plus grande qu'ils étaient parvenus, peu à peu, à s'ancrer dans leur quartier et à s'insérer dans la ville au point qu'ils y pensaient leur place acquise. Malgré les modifications profondes engendrées par cette évolution, l'image que les dirigeants et les classes supérieures citadines leur accolait n'a pas été modifiée : ils étaient toujours considérés « comme des “naufregeurs de l'urbain”, comme des producteurs et consommateurs d'une “sous-culture du *gecekondu*”, synonyme [...] de culture de masse et de mauvais goût » (Fliche, 2004). Bon analyseur de cette situation, Tahire Erman estime même qu'à partir de la seconde moitié des années 1990 :

la population des *gecekondu* n'est plus définie comme une population rurale n'ayant pas réussi à devenir urbaine, mais comme une population qui s'attaque à la ville, à ses valeurs, à ses institutions politiques et, plus important encore, au noyau même de son idéologie et [de ce qui fonde] son ordre social. [Leurs habitants] ont été gardés pendant longtemps à l'extérieur de la ville, mais ils sont maintenant à l'intérieur : à l'intérieur de la ville, à l'intérieur de ses institutions, dans son système politique – et, pourtant, ils sont hostiles à toutes leurs valeurs, [et] essayent [même] de les détruire » (Erman, 2001 : 996).

Aujourd'hui encore, ces quartiers de *gecekondu*s sont fréquemment considérés comme des zones de non-droit, et ce d'autant plus pour ceux qui ont été fondés à l'initiative des groupes de la gauche radicale : l'identité qu'ils ont ainsi acquise sert à les stigmatiser.

Pour autant, les habitants du 1^{er}-Mai, par exemple, sont bien conscients que la drogue et la criminalité font des ravages parmi les jeunes du quartier. Mais ils ne considèrent pas cette situation comme une marque du quartier ; ils considèrent en effet que c'est l'État qui en est responsable, en laissant le quartier se dégrader dans le but (non officiellement avoué) de légitimer les opérations de rénovation ou de restructuration. Un militant du Parti socialiste des opprimés développe très clairement cette position : « La police s'efforce de détériorer l'image du quartier. Alors que les socialistes subissent toutes sortes de pressions de sa part, elle ne touche pas aux voleurs. Les voleurs et les policiers sont de mèche. Ils pensent que si la jeunesse pourrit, elle ne sera pas capable de s'orienter vers les luttes politiques. Nous essayons de repêcher certains de ces jeunes. Quand on demande à la police d'empêcher la vente de drogues dans le quartier, ils répondent qu'il vaut mieux être drogué que terroriste. Ils voient les choses comme ça ». (Entretien du 27 mars 2011.)

Dans la Vallée de Dikmen, à Ankara, les habitants tiennent des discours similaires. Ils se plaignent de l'attitude de la mairie d'Ankara qui ne cesse de stigmatiser le quartier et de considérer ses habitants comme des terroristes et des truands. Ils estiment en outre qu'en y installant volontairement des réfugiés syriens et des récupérateurs de déchets, cette mairie n'a d'autre but que de provoquer des réactions hostiles des résidents des quartiers alentour et de conforter dans les représentations l'image de la Vallée de Dikmen comme celle d'un quartier taudifié où vivent des groupes marginaux¹⁵.

Dans les deux quartiers auxquels nous nous intéressons, les formes de mobilisation sont très différentes, ne concernant qu'une partie des habitants, mais les raisons et les motivations restent sensiblement les mêmes. Dans les deux cas, le principal moteur du passage à l'action est la menace de destruction du quartier et ses conséquences : la perte d'un logement gratuit, la disparition des liens sociaux de proximité, de leur mémoire et de leur chaîne de solidarité. Dans certaines situations et en quelques lieux précis, mais toujours au bout d'un long processus de mobilisation et de négociation, les municipalités acceptent de reloger sur place une partie des anciens propriétaires de *gecekondu*, leur réservant de petits appartements dans des immeubles nouvellement construits. Néanmoins, les charges de copropriété que ce relogement implique sont en règle générale trop élevées pour ces familles et nombreuses sont celles qui se voient contraintes de vendre pour emménager dans un quartier plus accessible aux classes populaires.

Au 1^{er}-Mai, la première étape de l'opération de transformation urbaine a débuté par la construction d'une *gated community*, Soyak Şelale Evleri, située juste à côté du quartier, ce qui ne manque pas d'alarmer les habitants. En riposte, les militants de certains groupes politiques,

¹⁵ Constats établis à partir des entretiens menés avec Tarik, Türkan, Sultan, Gülizar et d'autres habitants du quartier, les 29 et 30 octobre 2013, à Ankara.

comme ceux du Parti socialiste des opprimés ont fondé l'Association de l'embellissement du quartier du 1^{er}-Mai, qui a été active entre 2009 et 2012, et se sont concentrés, via cette association, sur les problèmes locaux et sur les stratégies à adopter face aux projets d'aménagement qui menaçaient directement le quartier. Les principales préoccupations des habitants sont donc désormais l'augmentation de la criminalité et les projets de transformation du quartier, de plus en plus ressentis comme une menace majeure. L'un des *muhtars*¹⁶ du quartier (entretien du 23 mars 2011) exprime nettement ce sentiment :

« Ils construisent en face de nous des bâtiments de quarante étages. De l'autre côté, il y a des bâtiments de quinze, vingt étages avec permis de construire. Dans notre quartier, les immeubles sont de trois, quatre étages. Nous sommes restés au milieu, comme un îlot. Ils ne nous donnent pas de permis de construire. Cela joue forcément. D'abord, il y a la peur de voir le TOKI débarquer dans le quartier. Moi, personnellement, je ne pense pas que le TOKI viendra. S'il vient, il en verra de toutes les couleurs. En tout cas, quoi que tu fasses, il y a une peur, un inconfort chez tout le monde. »

Dans un tel contexte, l'action collective change de sens. Il n'est plus question de diffuser les idées socialistes et de promouvoir des modes de vie qui s'en inspirent, mais de préserver l'identité et la mémoire du quartier, que les habitants estiment constamment menacées par des tentatives d'aliénation qui se traduisent par « des incidents fomentés par les forces de l'ordre », d'après les dires des habitants. En d'autres termes, les mouvements politiques qui occupent le terrain essaient de prémunir la population contre ces risques et développent pour ce faire des

¹⁶ Administrateur local élu par les habitants de chaque quartier, le *muhtar* est le représentant de l'État au premier niveau, du local au national. En Turquie, les villes sont composées d'arrondissements, dotés également d'un sous-préfet, et chaque arrondissement est constitué de quartiers pour faciliter la gestion administrative. Chaque quartier a un *muhtar*, qui est élu par les résidents. Les *muhtars* coordonnent les relations entre l'État et les citoyens. Ils enregistrent les résidents du quartier, fournissent des copies officielles des cartes d'identité et des certificats de résidence, et annoncent les listes des électeurs du quartier. Les villages sont également gérés par des *muhtars*. Les *muhtars* urbains ont moins de tâches que les *muhtars* de village.

programmes pédagogiques à partir d'activités, comme le football ou le théâtre, qui aident à systématiser la lutte contre la drogue, les gangs ou encore le jeu¹⁷. Le *muhtar* du quartier Mustafa-Kemal explique leurs raisons de s'opposer aux différents projets d'urbanisation de la manière suivante (entretien du 23 mars 2011) : « Si le grand constructeur Cevahir est venu ici pour discuter, les dés sont déjà jetés. L'État sait qu'il ne peut pas entrer dans le quartier facilement. De ce fait, il essaie de lancer le processus via des entrepreneurs privés. J'ai dit à l'un des constructeurs que les gens dans le quartier ne peuvent pas habiter dans les immeubles qu'ils construisent, car rien que les frais de copropriété correspondent à un loyer. Il a tourné la tête et m'a dit : "Madame le *muhtar*, ce n'est pas grave. Ils peuvent vendre pour aller ailleurs." C'est-à-dire que nous avons supporté toutes les difficultés de ce quartier et ils vont venir maintenant profiter des lieux ! Est-ce juste ? Les habitants de ce quartier ont tout créé à partir de rien. Il n'y avait rien ici quand ils sont arrivés, ni route, ni électricité, ni eau, et d'un coup, d'autres vont arriver, construire des immeubles et vont gagner de l'argent ! »

La préservation de la mémoire du quartier constitue un enjeu majeur des luttes entre les habitants des quartiers dits marginalisés et les autorités municipales qui tentent d'en créer une nouvelle. Le quartier du 1^{er}-Mai est doté, du fait de son histoire et des caractéristiques de son peuplement, d'une identité forte et, en retour, il est producteur d'une identité collective pour ceux qui y résident – et qui ne sont plus ceux qui l'ont créé. C'est au nom de la préservation de celle-ci que les habitants s'organisent pour résister aux transformations du quartier et, plus largement, de la ville, en même temps qu'ils défendent leur place et leur vie au sein de l'agglomération urbaine.

¹⁷ L'Association du 2-Septembre organise par exemple des ateliers de théâtre et de danse folklorique. Certaines organisations de gauche, notamment le Parti socialiste des opprimés, ont contribué à la formation du club de sport Doğuş.

À la « Vallée de Dikmen », la mobilisation procède également d'une réaction aux menaces pesant sur le quartier. Quand j'y suis arrivée pour la première fois, à l'automne 2013, une majorité de ses habitants l'avait déjà quitté en abandonnant leur *gecekondu*. Cependant, ceux qui étaient restés sur place déployaient des efforts considérables pour prendre soin de leurs maisons et jardins, même si l'aspect général de la zone était assez délabré. Les femmes de la vallée notamment trouvaient injuste d'être considérées comme des occupants illégitimes alors qu'elles y vivaient depuis plus de vingt ans.

La force de l'attachement au quartier ressort nettement des paroles de Sultan, une des résidentes (entretien du 10 janvier 2015) : « Une maison en dehors de mon quartier ne veut rien dire pour moi. Le quartier a autant de valeur que ma maison. Nous sommes tous des gens pauvres, opprimés. Le quartier est le lieu qui nous réunit tous¹⁸. » Gülhan, une autre habitante, ajoute que le quartier est une grande et forte famille, le lieu où « les malheurs deviennent du miel » (Özer, 2012 : 67). Dans les luttes, l'attachement au quartier est survalorisé ; il est qualifié d'« indispensable » ; il est à la base des discours de justification et il constitue le cadre de référence des mobilisations. Ainsi Nazlı s'emporte en rappelant que : « Nous, les femmes, nous devions être subordonnées, silencieuses et obéissantes même contre l'injustice... Maintenant, c'est fini, nous voulons faire valoir notre droit au logement et à l'abri après toutes ces années douloureuses. » (Entretien du 30 octobre 2015)

Au bout du compte, après tant d'années, on pourrait penser que la situation des habitants des *gecekondu*s n'a pas changé d'objet et qu'il s'agit toujours, pour eux, de faire front contre leur vulnérabilité résidentielle. En vérité, les situations d'hier et d'aujourd'hui ne sont pas similaires et les luttes n'ont pas le même objet. Il ne s'agit plus de s'établir dans la ville, de s'y ancrer,

mais de faire valoir son droit au logement d'une manière durable. Une autre différence, fondamentale, réside en ce que les rapports de force ont changé. La force politique des groupes de la gauche radicale s'est fortement amoindrie. L'homogénéité des origines géographiques, des statuts sociaux et des revenus a été largement entamée. Enfin, et surtout, la capacité d'action des autorités municipales est devenue incomparablement supérieure, en même temps qu'il s'est avéré de plus en plus difficile de s'opposer frontalement à ses projets. Leur mise en œuvre par la mairie, de manière autoritaire, a fait fuir dès le départ pas mal d'habitants qui se sentaient vulnérables face au projet de rénovation et ont préféré de ce fait quitter le quartier et accepter le plan de relogement de la municipalité. Ils estimaient qu'il était impossible de résister au maire qui gouverne Ankara depuis 1995. Mais une autre partie des habitants a jugé cette situation injuste et s'est mobilisée dès 2006, une mobilisation qui se poursuit aujourd'hui encore sous diverses formes.

Le paroxysme de l'action a été atteint le 1^{er} février 2007 lorsque des responsables municipaux sont venus avec de nombreux policiers et des bulldozers pour démolir entièrement le quartier. Cette date a marqué les esprits et représente à la fois un traumatisme et une victoire pour les résidents impliqués dans la résistance, ce dont Tarik rend compte avec fierté (entretien du 29 octobre 2013) : « Ce jour-là, nous nous sommes battus contre la police pendant neuf heures. Nous avons installé des barricades, jeté des pierres, endommagé leurs bulldozers et blessé des policiers. Des gens se sont allongés devant les fourgons blindés et nous avons enfin réussi. Ils n'ont pas pu détruire une seule maison. Ils ont quitté l'endroit comme ils sont venus. »

Le répertoire d'action ne s'est pas limité aux barricades et à la défense physique du quartier. À la différence de ce qui s'est passé au 1^{er}-Mai, la mobilisation a été impulsée par les habitants eux-mêmes, nombre de ceux qui furent les plus engagés dans les actions ayant déjà milité dans

diverses organisations de gauche, telles les Maisons du peuple (*Halkevleri*)¹⁹. La création d'un Office du droit au logement destiné à mener la campagne contre le projet de transformation de manière unitaire et collective est représentative de cette volonté participative. D'autres actions ont porté les revendications hors du quartier, sur la place publique : *sit-in* organisés devant le Parlement national, communiqués de presse lus devant la municipalité d'Ankara, rassemblements collectifs, tenue de réunions dans le parc Güven situé sur la place centrale d'Ankara (Kızılay), organisation d'un festival annuel. Parallèlement, avec l'aide d'avocats proches de Halkevleri, de nombreux recours juridiques ont été formulés contre la municipalité métropolitaine.

Le projet de transformation urbaine a entraîné non seulement le développement d'une conscience politique au sein du quartier, mais il a aussi réactivé l'idée que le quartier était un espace-ressource (Bonny *et al.*, 2009).

La résistance des habitants du quartier de la Vallée de Dikmen peut être interprétée comme une forme de lutte pour leur reconnaissance (Honneth, 2000), dans la mesure où ils affirment par la lutte leur droit d'exister dans la ville, de se l'approprier et de l'investir avec leurs propres modes de vie et façons d'être. Toutefois, cette affirmation d'eux-mêmes ne passe pas systématiquement par des mobilisations visibles, mais aussi par le déploiement de tactiques de survie au quotidien et de réseaux informels de solidarité, ainsi que par la transgression des règles imposées par les acteurs dominants. À l'occasion des élections législatives de juin 2015,

¹⁹ Une organisation fondée par les élites fondatrices de la République en 1932. Elle a été fermée par le gouvernement du Parti démocrate et tout son patrimoine a été transféré au Trésor public. Après le renversement de ce parti et la mise en place d'une nouvelle Constitution suite à un coup d'État militaire en 1960, l'organisation a été rétablie en 1963 sous un statut d'association indépendante de l'État. Le deuxième coup d'État en 1980 a, de nouveau, interdit cette organisation marquée à gauche, radicale, proche des mouvances socialistes patriotiques des années 1970. Halkevleri a recommencé ses activités à partir de 1987 et a opté pour une organisation par en bas au sein des quartiers, refusant tout approche avant-gardiste.

la mairie a relâché quelque peu la pression sur les habitants de ce quartier, dont la mobilisation demeurait encore forte. En janvier 2016, les derniers habitants étaient sur le point de signer un accord de principe avec le maire afin de récupérer des logements sur place dans le cadre du nouveau projet élaboré par la municipalité, ce qui représentait pour eux un vrai succès puisqu'ils n'avaient plus à subir un déplacement forcé.

Conclusion

Les habitants de *gecekondu*s sont vulnérables mais disposent pourtant toujours de ressources mobilisables. L'expansion et les caractéristiques des *gecekondu*s peuvent donc être analysées sous l'angle de la vulnérabilité résidentielle. Les exemples ici étudiés illustrent comment les habitants, citadins de fraîche date au début du processus, en situation de vulnérabilité, inventent des moyens et mobilisent leurs compétences, malgré leurs moyens limités, pour pérenniser leur place dans la ville et préserver cette place une fois qu'ils l'ont gagnée. Pour parvenir à cet objectif, des résistances se forment parfois et s'unissent dans un objectif d'émancipation partagé ce qui leur permet de générer une identité commune. Leurs adversaires, qui sont aussi potentiellement leurs interlocuteurs, s'organisent également et affinent leurs stratégies. Au cours du temps, les agents de l'État tentent par exemple de diviser les habitants en offrant soit des avantages individuels (un poste à la mairie, une place dans la représentation politique, etc.), soit des compensations financières. Au bout du compte, dans le cas de Dikmen, la durée très longue de la résistance des habitants – plus de huit années – a contraint la mairie à négocier des conditions plus favorables aux résidents pour éviter le blocage du projet et éviter une perte d'argent. Dans le cas du 1^{er}-Mai, les autorités municipales hésitent pour l'instant à lancer un

projet de grande ampleur, car ils se méfient des réactions des habitants du quartier, dont le passé militant leur laisse craindre un conflit de longue durée.

Bibliographie

Aslan Şükrü, *1 Mayıs Mahallesi. 1980 Öncesi Toplumsal Mücadeleler ve Kent*, Istanbul, İletişim, 2004.

Ayata Sencer, « Toplumsal Çevre olarak Gecekondu ve Apartman » (Gecekondu et immeuble en tant qu'environnement social), *Toplum ve Bilim*, n° 46-47, 1989, p. 101-127.

Berry-Chikhaoui, Isabelle, Agnès Deboulet. « Les compétences des citoyens : enjeux et illustrations à propos du monde arabe », *L'Homme & la société*, vol. 143-144, no. 1, 2002, p. 65-85.

Berry-Chikhaoui, Isabelle, et Agnès Deboulet (dir.), *Les compétences des citoyens dans le monde arabe : Penser, faire et transformer la ville*, Tunis, Irmc, Paris, Karthala, Tours, Urbama, 2000.

Bonny Yves, Ollitrault Sylvie, Keerle Régis, Le Caro Yvon (dir.), *Espaces de vie, espaces enjeux. Entre investissements ordinaires et mobilisations politiques*, Rennes, PUR, 2011.

Bozarslan Hamit, « Le chaos après le déluge : notes sur la crise turque des années 70 », *Cultures & Conflits*, n° 24-25, 1997, p. 79-98.

Brodiez-Dolino, Axelle, « Le concept de vulnérabilité », *La Vie des idées*, 11 février 2016, URL : <http://www.laviedesidees.fr/Le-concept-de-vulnerabilite.html>, consulté le 2 juin 2018.

De Certeau M. (1990) *L'invention du quotidien. 1. arts de faire*, Paris, Folio.

Dikeç Mustafa, « Space, politics and (in)justice », *Spatial justice*, n° 1, 2009 en ligne <http://www.jssj.org>.

Erdi Lelandais Gülçin, « Space and Identity in Resistance against Neoliberal Urban Planning in Turkey », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 38, n° 5, 2014, p. 1785-1806.

Erdi Lelandais Gülçin, « Le quartier comme espace de résistance et de politisation. La Vallée de Dikmen à Ankara face à un projet de transformation urbaine », *Cultures & Conflits*, n° 101, 2016, p. 139-167.

Erman Tahire, « The Politics of Squatter (Gecekondu) Studies in Turkey: The Changing Representations of Rural Migrants in the Academic Discourse », *Urban Studies*, vol. 38, n° 7, 2001, p. 983-1002.

Erman Tahire, « Becoming "Urban" or Remaining "Rural": The Views of Turkish Rural-to-Urban Migrants on the "Integration" Question », *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 30, No. 4 (Nov., 1998), pp. 541-561.

Fijalkow Yankel « Crise et mal-logement : réflexions sur la notion de ‘vulnérabilité résidentielle’ », *Politiques sociales et familiales*, n°114, 2013, p.31-38.

Fijalkow Yankel, « L’agglomération des hygiénistes », 2007, URL : <sociologie.celeonet.fr/documents/Lagglomerationdeshygienistes.doc>. Page consultée le 15 avril 2016.

Fliche Benoit, « “La modernité est en bas” : ruralité et urbanité chez les habitants d’un gecekondü d’Ankara », *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue n° 1 - Gecekondü, 2004, <http://www.ejts.org/document67.html>.

Foote Whyte William, *Street Corner Society. La structure sociale d’un quartier italo-américain*, Paris, La Découverte, 2007.

Genard, Jean-Louis, « La question de la responsabilité sous l’horizon du référentiel humanitaire », in Axelle Brodiez-Dolino, Isabelle von Buelzingsloewen, Benoît Eyraud, Christian Laval et Bertrand Ravon (dir.), *Vulnérabilités sanitaires et sociales. De l’histoire à la sociologie*, Rennes, PUR, 2014.

Heper Metin, *Gecekondü Policy in Turkey*, Istanbul, Boğaziçi Publication, 1978.

Honneth Axel, *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, Editions du Cerf, 2000.

Işık Oğuz et Melih Pınarcıoğlu, *Nöbetleşe Yoksulluk: Sultanbeyli Örneği*, Istanbul, İletişim, 2013.

Karpat H. Kemal, *The Gecekondu. Rural Migration and Urbanization*, Cambridge, Cambridge University Press, 1976.

Özer Mehmet (dir.), *Orada Hayat Var [Il y a une vie là-bas]*, Ankara, TMMOB, 2012.

Pérouse Jean-François, « Les compétences des acteurs dans les micro-mobilisations habitantes à Istanbul », in Gilles Dorronsoro (dir.), *La Turquie conteste. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, Paris, CNRS Éditions, 2005a.

Pérouse Jean-François, « Phénomène migratoire, formation et différenciation des associations de hemşehri à Istanbul : chronologies et géographies croisées », *European Journal of Turkish Studies*, n° 2, 2005b, en ligne : <http://ejts.revues.org/369>, consulté le 14 août 2017.

Şenyapılı Tansı, *Ankara Kentinde Gecekondu Gelişimi* (le développement des gecekondu dans la ville d'Ankara), Ankara, Kent Koop Yayınları, 1985.

Wacquant Loïc, *Urban Outcasts : A Comparative Sociology of Advanced Marginality*, Cambridge, Polity Press, 2007.

Yürekli Yelda, « Küçük Moskova » Tuzluçayır (Tuzluçayir : le petit Moscou), Istanbul, İletişim, 2016.